

Politiques publiques et contributions politiques¹

Politiques publiques

Nous surveillons les questions de politique publique importantes qui pourraient toucher notre entreprise, les collectivités et la société dans tous les territoires où la Banque Toronto-Dominion et ses filiales (désignées collectivement par l'appellation la « TD » ou la « Banque ») exercent leurs activités. Ces questions comprennent celles que nous avons mentionnées dans notre analyse annuelle de l'importance relative, par exemple l'impôt, l'accessibilité et l'inclusion financières et l'abordabilité des logements.

Comme la TD exerce ses activités dans un secteur hautement réglementé, les changements apportés aux règlements et aux politiques régissant les services financiers nous touchent particulièrement; ainsi, nous sommes naturellement soucieux de contribuer à l'instauration d'un marché financier sain et viable. Puisque nous sommes motivés par un souci de transparence en ce qui concerne nos contributions politiques et nos interactions liées aux politiques publiques, toutes ces activités sont régies par nos politiques et procédures internes. De plus, le Comité de gouvernance du conseil d'administration supervise la stratégie de responsabilité d'entreprise de

la TD ainsi que sa performance, élabore des principes de gouvernance d'entreprise, y compris le Code de conduite et d'éthique professionnelle, et formule des recommandations à ce sujet au conseil d'administration, en plus de recevoir des rapports portant sur les répercussions importantes des interactions de la TD en lien avec les politiques publiques.

La TD s'engage à se conformer à toutes les exigences de divulgation applicables relativement à ses relations avec les représentants du gouvernement et à l'ensemble des lois, règles et règlements qui les régissent. Les règles régissant ces interactions figurent dans la politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying (à l'échelle du gouvernement fédéral canadien) et la politique de lutte contre le trafic d'influence et la corruption de la TD.

Les employés et les administrateurs de la TD sont également tenus de lire le Code de conduite et d'éthique professionnelle de la TD, qui comprend une section Cadeaux et activités de divertissement, et une section Activités politiques et de bienfaisance, et d'attester qu'ils s'y conforment, ainsi que de suivre chaque année une formation sur le Code.

La TD prend part aux enjeux liés aux politiques publiques de différentes façons :

- Nous surveillons l'activité gouvernementale et les développements en matière de législation et de réglementation afin de rester informés sur les questions importantes.
- Nous entretenons avec des élus, des fonctionnaires, des organismes de réglementation et de pression dans le but de les sensibiliser à la position de la TD.
- Nous participons aux processus pertinents d'élaboration des politiques (p. ex., consultations publiques et sectorielles) en proposant notre expertise et des idées constructives, dans le but de contribuer à l'élaboration de politiques solides.

Relations gouvernementales au Canada

Au Canada, le service Affaires gouvernementales de la TD coordonne le dialogue de la Banque avec les élus et les fonctionnaires, ainsi qu'avec un grand nombre des associations sectorielles et des organismes de pression avec lesquels nous entretenons des relations. Le groupe Relations avec les autorités de réglementation de la TD collabore avec les organismes de réglementation au Canada et à l'étranger (sauf aux États-Unis).

La TD interagit surtout avec le gouvernement fédéral, dont relèvent toutes les opérations bancaires et nombre d'autres services financiers. La politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying de la TD satisfait à toutes les exigences fédérales en matière de divulgation des activités de lobbying. De plus, la TD fait rapport de toutes ses activités au Commissariat au lobbying du Canada, conformément aux exigences.

Relations gouvernementales aux États-Unis

Aux États-Unis, l'équipe Affaires gouvernementales et réglementaires gère les relations de TD Bank avec les organismes de réglementation, les élus et les autres employés gouvernementaux aux niveaux fédéral, étatique et local. Elle coordonne également les relations de TD Bank avec des associations professionnelles clés.

TD Bank^{MD}, America's Most Convenient Bank^{MD} (TD Bank N.A.) a adopté une politique complète en matière de cadeaux et d'activités de divertissements, et nous offrons une formation exhaustive sur l'éthique aux employés qui ont des relations avec les représentants gouvernementaux.

Politiques pertinentes de la TD

Politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying (interne)

[Code de conduite et d'éthique professionnelle](#) (section 3, article K)

Politique de lutte contre le trafic d'influence et la corruption

Politique en matière de cadeaux et de divertissements (États-Unis)

1. Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Politiques publiques et contributions politiques¹ (suite)

ENJEU	PARTIES PRENANTES	DÉVELOPPEMENTS MAJEURS ET POSITIONS OU ACTIVITÉS DE LA TD
Changements aux lois ou à la réglementation		
Community Reinvestment Act	Gouvernement des États-Unis	La TD collabore avec des associations professionnelles et les organismes de réglementation du secteur bancaire aux États-Unis en vue de moderniser la <i>Community Reinvestment Act</i> .
Services bancaires ouverts	Gouvernement du Canada	La TD participe à des discussions continues avec le gouvernement du Canada relativement au secteur des services financiers, plus particulièrement en matière de services bancaires ouverts.
Paiements	Gouvernement du Canada et Réserve fédérale américaine	La TD et Paiements Canada, ainsi que des fonctionnaires du gouvernement américain, prennent part à des initiatives de modernisation des systèmes et des règles de paiement qui sont essentiels à l'écosystème de paiements du Canada et des États-Unis.
Cybersécurité	Gouvernement du Canada et gouvernement des États-Unis	La TD et de hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada et du gouvernement des États-Unis prennent part à des stratégies globales de cybersécurité afin de combattre les cybermenaces envers le secteur des services financiers.
Protection des renseignements personnels	Gouvernement du Canada et gouvernement des États-Unis, et gouvernements étatiques et provinciaux	La TD collabore avec plusieurs paliers de gouvernement au Canada, aux États-Unis et à l'échelle des provinces et des États, qui cherchent à réformer leurs lois respectives en matière de protection des renseignements personnels, afin d'offrir plus de transparence et de contrôle aux personnes sur la collecte et l'utilisation de leurs renseignements personnels.
Enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)	Gouvernement du Canada et gouvernement des États-Unis	La TD collabore avec le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis relativement aux politiques climatiques et à la finance durable, afin de déterminer la marche à suivre pour atteindre des émissions nulles de gaz à effet de serre d'ici 2050.
Exigences pour les services en français	Gouvernement du Canada et gouvernement du Québec	La TD collabore avec le gouvernement fédéral tandis qu'il envisage de nouvelles mesures législatives qui pourraient s'appliquer dans des régions comptant une forte population francophone à l'extérieur du Québec.
Actifs numériques	Gouvernement des États-Unis	La TD continue de surveiller les discussions au sein du Congrès et des organismes de réglementation bancaire concernant les actifs numériques, y compris les cryptomonnaies stables (monnaies numériques de banque centrale potentielles) et les cryptomonnaies.

1. Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Politiques publiques et contributions politiques¹ (suite)

Contributions politiques en 2022

Canada

En 2022, les contributions politiques de la TD au Canada ont légèrement diminué par rapport à celles des deux années précédentes.

La TD a versé une contribution au parti au pouvoir et au parti de l'opposition officielle des provinces où les dons d'entreprise

sont acceptés. À l'heure actuelle, huit provinces interdisent les contributions des entreprises; par ailleurs, ces contributions ne sont pas non plus permises au palier fédéral. Nos contributions sont de nature non partisane, elles sont toutes consignées dans les archives publiques et peuvent être consultées sur le site Web des bureaux du directeur de scrutin provinciaux.

	2022	2021	2020
Fédéral	S. O.	S. O.	S. O.
Provincial	20 000 \$	29 000 \$	29 000 \$
Municipal	-	-	-
TOTAL	20 000 \$	29 000 \$	29 000 \$

États-Unis

La législation fédérale aux États-Unis interdit aux sociétés, incluant les banques nationales, de verser des contributions politiques aux candidats qui se présentent aux élections au palier fédéral, étatique ou local. Toutefois, les contributions sont permises si elles sont versées dans un fonds distinct créé par les banques nationales et autres sociétés. Ces fonds sont connus sous le nom de comités d'action politique (PAC).

TD Bank N.A. a créé en août 2011 un comité d'action politique au palier fédéral, le PAC de TD Bank et les employés admissibles et intéressés peuvent y verser des contributions volontaires. Le PAC de TD Bank verse une contribution à des membres du Congrès qui soutiennent un secteur de services financiers vigoureux et des politiques économiques saines. Le PAC de TD Bank est de nature non partisane et est uniquement financé au moyen de contributions volontaires des employés admissibles qui sont citoyens ou résidents permanents des États-Unis. Les contributions peuvent être versées au moyen d'un système de retenue salariale mis sur pied par TD Bank, N.A. Les activités quotidiennes du PAC de TD Bank sont supervisées par un conseil d'administration qui approuve où et à qui les contributions du PAC sont versées. TD Bank, N.A. ne gouverne aucun « super PAC », ne contribue pas à de tels PAC et ne dirige aucun PAC au palier étatique.

Toutes les contributions émanant du PAC et versées aux candidats qui se présentent aux élections fédérales sont déclarées à la commission électorale fédérale et sont consignées dans les archives publiques. En outre, les employés dont la contribution au PAC de TD Bank est égale ou supérieure à 200 \$ par année voient celle-ci déclarée à la commission électorale fédérale et consignée dans les archives publiques. Pour en savoir plus sur le PAC de TD Bank, consultez la base de données de la Federal Election Commission. Un conseil d'administration distinct de celui de TD Bank assure la gouvernance du PAC, conformément à ses propres statuts constitutifs. Celui-ci contribue à assurer une gestion adéquate du PAC de TD Bank et témoigne de l'importance que nous accordons à une gouvernance rigoureuse.

En 2022, le PAC de TD Bank a versé 250 000 \$ US à 76 membres du Congrès des deux partis politiques principaux et à quatre PAC du secteur des services financiers. Le PAC de TD Bank verse des contributions politiques conformément à la loi fédérale et aux lignes directrices strictes de la TD en matière d'activités liées aux politiques publiques et à leur promotion. Aucune contribution n'est versée dans le but d'obtenir un avantage déloyal ou inapproprié.

Autres pays

La TD n'a versé aucune contribution politique à l'extérieur du Canada et des États-Unis.

1. Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Politiques publiques et contributions politiques¹ (suite)

Adhésions et associations

La TD est également membre de diverses associations sectorielles qui peuvent avoir des interactions avec des représentants du gouvernement au sujet de questions liées au secteur des services financiers. Voici les principales organisations et associations professionnelles dont la TD est membre et qui peuvent faire du lobbying auprès des gouvernements.

En 2022, des frais annuels d'adhésion allant de 50 000 \$ à 200 000 \$ ont notamment été versés aux organismes suivants :

Canada	États-Unis
<ul style="list-style-type: none">• Conseil canadien des affaires• Comptables professionnels agréés du Canada	<ul style="list-style-type: none">• American Financial Services Association• Connecticut Bankers Association• Delaware Bankers Association• Electronic Transactions Association• Florida Bankers Association• Institute of International Bankers• Massachusetts Bankers Association• Mortgage Bankers Association• New Jersey Bankers Association• New York Bankers Association• Pennsylvania Bankers Association• Securities Industry and Financial Markets Association• South Carolina Bankers Association• The Clearing House• Chambres de commerce des États-Unis

En 2022, des frais annuels d'adhésion supérieurs à 200 000 \$ ont été versés aux organismes suivants :

Canada	États-Unis
<ul style="list-style-type: none">• Association des banquiers canadiens• Bureau d'assurance du Canada• Institut des fonds d'investissement du Canada• Association canadienne du commerce des valeurs mobilières• Ombudsman des services bancaires et d'investissement	<ul style="list-style-type: none">• American Bankers Association• Bank Policy Institute• Consumer Bankers Association• Institut de finances internationales

Aux États-Unis, les associations commerciales fédérales font état chaque année à leurs membres du pourcentage des frais d'adhésion attribué aux dépenses liées aux activités de lobbying. Ces dépenses ne sont pas déductibles au sens de l'alinéa 162(e) de l'*Internal Revenue Code* (États-Unis). En 2022, le montant total des cotisations aux États-Unis affectées aux dépenses liées aux activités de lobbying de la TD s'est élevé à 422 076 \$ US.

Mars 2023

1. Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

